

À l'occasion des élections européennes et législatives, Emmanuel Macron s'est pris une double claque. Ce qui s'est exprimé dans les urnes, c'est la colère non soldée des gilets jaunes, du mouvement sur les retraites, des révoltes de la jeunesse des quartiers après la mort de Nahel, du mouvement des agriculteurs... et, à chaque fois, l'UD FO 44 a exprimé la nécessité de lier ces colères, car elles ont une même source : une politique menée pour le bénéfice d'une minorité au détriment de l'immense majorité.

Macron – qui était le n°2 de la présidence Hollande – est le président des riches : en 2024, les 10 Français les plus riches cumulent 693 milliards d'euros de fortune... soit 25 fois de plus qu'en 1996 ! Et une augmentation de 250 % depuis 2017 ! Dans le même temps, le patrimoine de 90 % des Français a baissé de près de 3,9 % entre 2019 et 2022 (-15 % pour le tiers le plus pauvre).

Même si son coup de force initial a été déjoué, c'est bien pour continuer cette même politique qu'Emmanuel Macron a dissout l'Assemblée Nationale, y compris avec le Rassemblement National, dont tout le monde connaît le projet raciste et xénophobe, mais dont le programme est également de liquider le droit syndical et le droit de grève, ainsi que la Sécurité Sociale.

Le capital financier ne s'y trompe pas d'ailleurs, puisque le CAC 40 a fini en hausse à l'issue du 1^{er} tour des élections législatives... et en baisse à l'issue du second tour. C'est le « vieux monde », selon lequel un État autoritaire est bon pour l'économie. Ce « vieux monde » dont nous ne voulons plus et que nous combattons sur le terrain syndical, intégrant la défense des droits et des libertés.

Alors comment en sommes-nous arrivés là ? La politique d'Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de 40 années de mesures prises par des gouvernements, de droite comme de gauche, au compte du capital contre les intérêts de la classe ouvrière :

- **Une politique** qui a rejeté le vote NON au référendum de 2005.
- **Une politique** qui, depuis le « *tournant de la rigueur* » en 1983 et la désindexation des salaires sur l'inflation, impose aux travailleurs de se serrer la ceinture.
- **Une politique** d'exonérations sociales et fiscales des entreprises, qui atteint aujourd'hui le niveau record de 200 Milliards d'euros par an. Les mêmes entreprises qui ont bénéficié du CICE de Hollande, devenu pérenne sous Macron, annoncent aujourd'hui des plans sociaux, comme Saunier Duval à Nantes (250 suppressions de postes) ou Valeo : c'est inacceptable !
- **Une politique** de privatisation des entreprises publiques et de délabrement des Services publics – notamment de l'hôpital...

- **Une politique** de démantèlement de nos conquêtes sociales, notamment nos retraites : Balladur 1993, Fillon/Delevoye 2003, Sarkozy/Woerth 2010, Hollande/Touraine 2014 et depuis Macron dans les conditions que l'on connaît !
- **Une politique** de division et de répression brutale des travailleurs, qui mène aujourd'hui à la loi « *Asile et Immigration* » dont les décrets d'application viennent d'être publiés par un gouvernement fantoche...

Nous ne sommes pas là pour dire aujourd'hui qu'il faut tel ou tel Premier ministre : ce n'est pas notre rôle. Mais on ne peut que s'indigner que le président de la République, seul, s'arroge le droit de respecter ou non le suffrage des urnes, selon ce qu'il lui convient ou non.

Dans un contexte de marche à la guerre, nous sommes là, dans l'unité syndicale, comme les 15 et 22 juin dernier avec la jeunesse, avec toutes celles et ceux qui veulent rompre avec le « vieux monde », pour obtenir, maintenant et tout de suite, la satisfaction de nos revendications, parmi lesquelles :

- ❖ **L'augmentation du SMIC et l'augmentation des salaires et des pensions** au niveau de l'inflation ;
- ❖ **L'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne** et le refus de toute remise en cause des régimes spéciaux de retraite ;
- ❖ **La défense de la Sécurité Sociale de 1945** et le retrait définitif des réformes sur l'assurance chômage ;
- ❖ **L'abrogation du « choc des savoirs », de Parcoursup et du SNU ;**
- ❖ **Le cessez le feu immédiat en Palestine comme en Ukraine**, l'arrêt du génocide à Gaza, l'arrêt des livraisons d'arme...